

ENQUETE PUBLIQUE

PROJET UGI'RING À LA LECHERE (73)

Depuis le début de ce projet, la communication d'Ugi'ring, de nos élus et autres autorités a été plutôt hasardeuse. Dans un premier temps, leur stratégie a été de passer sous silence le projet, ensuite, d'opposer les gens puis de mettre en avant des arguments qui ne reflètent pas forcément toute la réalité.

D'un point de vue du risque environnemental, nous avons entendu de nombreuses choses.

Notamment, une sénatrice parle de vapeur d'eau quand certains évoquent les fumées, un autre élu de déplacer les écoles s'il y a vraiment un risque...

Ceci n'est pas digne d'un débat serein et ce n'est pas non plus responsable.

On entend des maires et élus dirent « nous faisons confiance, nous ne sommes pas responsables ». Cela relève d'autres instances, notamment celle du préfet... Que faut-il comprendre dans ce discours ? Responsable mais pas coupable, en cas d'incident ?

Je ne suis pas un technicien mais j'ai pris le temps de m'informer surtout qu'aujourd'hui, l'actualité est très riche en information concernant ce risque industriel. L'actualité nous rattrape. Ce serait être dans le déni le plus total de ne pas en tenir compte.

Ce qui secoue notre région est un exemple parmi tant d'autres : LYON (69), OULLINS-PIERRE-BENITE (69), l'agglomération de GRENOBLE (38) (pour ne parler que de ces villes) sont en train de vivre les conséquences d'industries chimiques qui clamaient haut et fort qu'elles respectaient les normes, qu'elles ne polluaient pas sous couvert de nos politiques. Si Château Feuillet accueille Ugi'ring, nous serons confrontés à ces mêmes risques et ces mêmes problématiques car les produits recyclés sont les mêmes qui sont évoqués dans ces affaires (piles, boues, poussières métalliques, battitures, etc...). Je ne vais pas m'étendre plus à ce sujet, mais le risque de pollution par les sols et/ou l'air est réel. D'ailleurs, comme le précise dans ce dossier, la MRAE a rapporté que de nombreux points essentiels à une étude d'impacts sont approximatifs et comportent des lacunes. L'avis de la MRAE précise même « qu'il ne permet pas une bonne compréhension par le public ». Alors, pourquoi ne pas faire une étude digne de ce nom c'est à dire sans reprendre les informations données par FERROPEM car depuis le site est à l'arrêt et les données ont bien évolué ? Bien évident, il serait judicieux de prendre en compte les dernières études d'impact liés aux PFAS, émission de particules fines et autres polluants ayant des effets ? Il faut savoir tirer les leçons de ce que nous enseigne l'histoire...

Un autre risque est à aborder dans ce dossier : le risque géologique

Pourquoi, dans ce dossier, n'applique-t-on pas le principe de précaution concernant la localisation même de Château Feuillet et d'un site SEVESO classé seuil Haut ?

En effet, ce site est situé :

- sur une zone sismique « zone 4 de sismicité moyenne » c'est-à-dire le plus haut risque sismique en France métropolitaine selon le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et qui définit les grands principes relatifs aux règles parasismiques)

- à proximité de nappe phréatique et de cours d'eau (l'Isère notamment)
- à proximité de site rocheux sous surveillance

La question est simple : comment sécuriser le stockage et le site de transformation sans provoquer un risque de pollution en cas de survenance d'un tremblement de terre, d'une crue importante que nous nous connaissons de plus en plus (cf épisode de 11/2023) mais également de l'histoire de nos crues en Savoie (cf histoire du Morel) ?

Un troisième risque est le risque industriel lié à l'activité même.

En effet, le risque industriel est un risque permanent : explosion, implosion, propagation de fumées toxiques suite incident etc...

Dire que cela n'arrivera pas est très facile mais je vous rappelle Mme l'enquêtrice, et les dirigeants d'Ugi'ring que ce qui ne peut arriver qu'une fois tous les mille ans n'est qu'une statistique ne reflétant pas la réalité. Malheureusement, de nombreux faits divers nous le rappellent : accident à Ugitech en début 2024 sur le site d'UGINE (73), l'explosion de la société Valdi à FEURS (42), entreprise de recyclage, a soufflé 800m² de bâtiments faisant 2 morts... Il y en a tant d'autres.

Il faut également tenir compte de l'environnement de ce site. A Notre Dame, une industrie est déjà existante avec un impact sur notre environnement et la santé.

Vouloir juxtaposer cette entreprise existante et Ugi'ring ne ferait qu'augmenter les risques dans un même endroit. Densifier et concentrer les risques, est-il judicieux ?

De plus, si ce site classé Seveso s'installe, nous concentrerions 3 sites Seveso en 40 km. La région Rhône Alpes Auvergne, « championne du monde dans ce domaine », cherche-t-elle à concentrer toutes les usines classées Seveso ?

Vouloir recycler, c'est bien mais est-ce pour autant éco-responsable ?

A la lecture du process, cette industrie est consommatrice d'eau et d'émission de fumées « nocives ».

On nous parle de normes mais c'est justement ces normes qui sont les résultats de nos pollutions dans la vallée de la chimie à LYON, dans l'agglomération de GRENOBLE... où aujourd'hui, des poursuites envers ces industries sont en cours. L'histoire, l'expérience nous ont appris : ne reproduisons pas les mêmes erreurs dans notre vallée. Arrêtons de nous voiler la face sans pour autant tomber dans les extrêmes...

L'eau devient un enjeu majeur dans notre fond de vallée (restriction d'eau l'été, disparitions de nos glaciers de Celliers, sécheresse...). Ugi'ring prévoit de puiser ce bien qui se raréfie. Ce process est certes expérimental mais n'existent-ils pas d'autres process moins consommateur d'eau, d'émission de fumées, de gaz à effet de serre ?

En effet, il faut penser sur du long terme si on veut avoir une activité pérenne. En m'informant, je découvre une entreprise grenobloise Mecaware qui recycle des piles avec un process moins énergivore, moins consommateur d'eau, moins émetteur de fumées... A-t-on étudié correctement avantage-inconvénient de ce procédé industriel ? Il ne suffit pas de créer une entreprise qui recycle pour dire « je suis vertueux » mais bien d'avoir une logique éco-responsable sur le long terme. Là, je reste plus que septique...

La pollution visuelle est indéniable : 5 cheminées de 33 m de hauteur. Il n'y a même pas besoin de développer pour imaginer le futur paysage et l'image que tous les vacanciers, touristes et curistes auront en arrivant en Tarentaise. Sacrée carte postale !!!

Et les locaux auront cette pollution visuelle permanente avec en prime de la fumée qui stagne sur le secteur (nous recommencerons à lessiver nos murs pour faire disparaître ponctuellement ces traces de pollution comme par le passé ou nous repeindrons en vert kaki nos demeures comme dans le passé !)

Le réseau routier est un autre risque. S'il est un avantage en terme d'acheminement avec la 2x2 voies, il est un point négatif quand à :

- l'acheminement des services de sécurité et de secours en période de forte densité de circulation (fin de semaine durant la période hivernale, lors des grandes manifestations sportives, etc...) : les véhicules sont à l'arrêt et la RD existante est bien trop étroite, sinueuse, souvent « réduite », voire coupée lors des coulées de boue et forte pluie, ou encombrer par les touristes qui veulent échapper à la 2x2 voies bloquée.
- l'augmentation du trafic routier (par les camions de livraison du nouveau site) pour les riverains nécessitera forcément de nombreux aménagements pour sécuriser les déplacements et assurer une fluidité de la circulation. Qui devra en supporter les coûts ? Y a-t-il eu une étude pour réaménager le secteur ou « on verra plus tard » ...

Enfin, et cela n'est pas le moindre : le risque économique.

On parle de création d'emploi avec Ugi'ring : 40 dans un premier temps puis 60 en plus mais pas avant 2031. (Pour rappel 260 emplois perdus avec la fermeture de FERROPEM).

Depuis le début de ce dossier, il est occulté le fait qu'il existe d'autres activités économiques qui subiront des impacts plus ou moins positifs, voire négatifs si ce projet de site industriel est mené à terme dans les conditions actuelles d'implantation.

Quelques artisans vont pouvoir développer leur activité mais tous ceux qui ont une activité liée au tourisme et par propagation aux activités d'hébergement, de restauration, d'activité touristique « verte » auront un impact négatif important et la perte d'emploi sera significative.

Il en va de même pour l'activité thermique de LA LECHERE.

Le risque d'image est extrêmement important dans ce type d'activité. Les cheminées seront là. La classification Seveso seuil Haut n'est pas une norme de qualité environnementale pour un curiste, un touriste, un local... Il ne faut pas négliger cela.

Est-on prêt à perdre environ 100 emplois rien que pour les thermes ?

Est-on prêt à perdre nos commerces de proximité qui vivent en partie grâce aux touristes ?

Est-on prêt à voir baisser l'activité en générale ?

L'activité agricole va quant à elle supporter 2 risques :

le risque d'image pour le Beaufort ;

le risque de pollutions des sols et de l'air à plus ou moins long terme entraînant la fin de l'activité.

Le risque est réel : faut-il se souvenir de la dioxine sur ALBERTVILLE (73) ? ou de ce qui se passe autour de OULLINS-PIERRE BENITE (69) actuellement avec l'interdiction préfectorale de consommer ce qui est produit autour du site Arkema et d'utiliser les eaux fluviales et souterraine ?

Le risque sur le prix de l'immobilier sera également important. La dévaluation du prix au m² des biens est à prévoir : comment vendre un bien immobilier qui se trouvera dorénavant dans le périmètre d'une industrie Seveso seuil haut ?

En synthèse, la compatibilité entre des secteurs économiques existants avec le site Ugi'ring classé Seveso seuil Haut semble plus que hasardeux. Il se pose le problème de l'équilibre économique et financier. Vouloir garder une industrie sur le secteur est louable mais pas une telle industrie qui remet en cause notre système économique existant. Certes, notre système existant est à faire évoluer mais pas à mettre en opposition avec le modèle proposé. Les conséquences sur l'emploi seront négatives.

De plus, ce qui m'interpelle, c'est la structure même d'Ugitech dont les actionnaires majoritaires sont Suisse et Russe. Quelles garanties a-t-on prises, sur le long terme, pour que leur activité soit pérenne car elle est expérimentale et aux vus des restructurations de ce groupe Suisse qui se déleste de plusieurs sites industriels et qui en possède d'autres qui sont en redressement judiciaire, comme ASCOMETAL en Moselle depuis le 27 mars 2024 ? Un des milliardaires de ce groupe voudraient se retirer. Aux vus des aides financières accordées et donc apportées par les contribuables français, quel en sera le gain réel ? Cet argent « donné » ne serait-il pas mieux investi dans des infrastructures bénéficiant à plus d'acteurs économiques, voire à financer le gazoduc tant attendu par certains ? Peut-on avoir une projection économique et financière d'un tel projet (avec inconvénients/avantages/risques) ?

Pour toutes ces raisons, qui relèvent de la sécurité, de la santé, de la salubrité publique, de la protection de la nature et de l'environnement, de notre système existant économique, de l'emploi, il nous est interdit de penser à court terme. De nombreux politiques ont fait part de leur soutien au projet Ugi'ring mais jamais ils n'engagent leur responsabilité sur les risques encourus. Ils expriment leur confiance dans les services des ministères de la santé, de l'écologie et des finances. Ils avancent également qu'ils respectent les intérêts des habitants et de l'environnement. Si tel est le cas, ils ne s'opposeront donc pas à un référendum local.

Le monde change, avance et nos enfants nous jugeront. Laissons-leur un Avenir et non pas un Passif. Et surtout, n'allons pas à contre sens

Nos actions d'aujourd'hui auront des conséquences sur demain.

Un habitant au Grand-Cœur

qui souhaite que bon sens rime avec Avenir